



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Mâcon  
37 boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 17/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TOLIX STEEL DESIGN SAS**

Boulevard de l'Industrie  
BP 50  
71400 Autun

Références : XB/NM/2025/M\_255

Code AIOT : 0005401687

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement TOLIX STEEL DESIGN SAS implanté Boulevard de l'Industrie - ZI St Andoche BP 50 71400 Autun. L'inspection a été annoncée le 31/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a pour objectif de contrôler le respect de la mise en demeure prise par arrêté préfectoral du 7 août 2025.

La régularisation du site aboutie à une cessation totale de l'activité du point de vue de la réglementation ICPE. La visite s'inscrit donc également dans l'aboutissement de la démarche de cessation d'activité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOLIX STEEL DESIGN SAS
- Boulevard de l'Industrie - ZI St Andoche BP 50 71400 Autun
- Code AIOT : 0005401687
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Tolix a déclaré le 4 octobre 2019 une activité de traitement de surface au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature ICPE pour un volume de 1000 l (preuve de dépôt n°A-9-NZ7CBB2J25). L'activité principale est réalisée dans un établissement à proximité, au 18 boulevard Giberstein à Autun.

La dernière visite d'inspection a permis de constater une activité non autorisée de transit de déchets dangereux au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature ICPE.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Autre
- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Usage futur	Code de l'environnement du 01/01/2023, article R.512-39-2	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	régularisation activité de transit/regroupement de déchets dangereux	AP de Mise en Demeure du 07/08/2025, article 2	Levée de mise en demeure
2	respect prescription sur rétentions	AP de Mise en Demeure du 07/08/2025, article 1	Levée de mise en demeure
3	Mesures conservatoires	AP de Mesures Conservatoires du 07/08/2025, article 4	Sans objet
4	Dossier de cessation d'activités	Code de l'environnement du 19/08/2022, article R.512-39-1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Attestation de mise en sécurité	Code de l'environnement du 19/08/2022, article R.512-39-1	Sans objet
6	Demande de report de réhabilitation	Code de l'environnement du 19/08/2022, article R.512-39-1	Sans objet
8	Attestation mémoire	Code de l'environnement du 19/08/2022, article R.512-39-3 §I	Sans objet
9	Attestation travaux	Code de l'environnement du 19/08/2022, article R.512-39-3 §III	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a régularisé sa situation par cessation totale de l'activité de cet établissement.

L'ensemble des déchets dangereux qui étaient entreposés ont été évacués.

Les mises en demeure de régulariser l'activité et de se conformer à certaines prescriptions applicables sont donc respectées et levées.

Concernant la cessation d'activité définitive, la société TOLIX a transmis la déclaration d'activité et produit l'ensemble des attestations attendues (ATTES-SECUR, ATTES-MEMOIRE et ATTES-TRAVAUX). L'usage futur pris en compte est un usage de type "industriel".

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : régularisation activité de transit/regroupement de déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/08/2025, article 2
<b>Thème(s) :</b> Illégaux, Mise en demeure
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société TOLIX STEEL DESIGN SAS, exploitant une installation de traitement de surface dans son établissement situé dans la ZI Saint-Andoche sur le territoire de la commune d'Autun, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en déposant un examen au cas par cas préalable, conformément à l'article R.122-2 et suivants du code de l'environnement, puis un dossier de demande d'autorisation environnementale complet et régulier conformément à l'article R. 181-12 et suivants du code de l'environnement ;</li> <li>- en cessant ses activités et procède à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 (pour une autorisation) du code de l'environnement.</li> </ul> <p>Les délais intermédiaires pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;</li> <li>- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois.</li> </ul> <p>Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait</p>

attester dans un délai de quatre mois, conformément au §III de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine ; l'attestation est transmise dans un délai de six mois à l'inspection des installations classées ;

- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale et une demande d'examen au cas par cas préalable, les demandes d'examen au cas par cas préalable et d'autorisation environnementale doivent être déposées respectivement dans un délai de 2 mois et dans un délai de 12 mois. L'exploitant fournit dans un délai d'1 mois les éléments justificatifs du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude...etc.) ;

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis

- une déclaration de cessation d'activité par courrier du 12 septembre 2025.
- une attestation de mise en sécurité (ATTES-SECUR), réalisée par l'APAVE, du 31 octobre 2025.

L'ensemble n'appelle pas d'observations.

Ce point de la mise en demeure peut être considéré comme levé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### **N° 2 : respect prescription sur rétentions**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 07/08/2025, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise en demeure

#### **Prescription contrôlée :**

La société TOLIX STEEL DESIGN SAS, exploitant une installation de traitement de surface dans son établissement situé dans la ZI Saint-Andoche sur le territoire de la commune d'Autun, est mise en demeure de respecter, les prescriptions du point 2.10 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé dans un délai de 2 mois.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

point 2.10 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 :

« Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

[...]

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal, soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale

<p>avec un minimum de 800 litres, si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Elle est munie d'un déclencheur d'alarme en point bas.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a évacué l'ensemble des déchets et produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol qui étaient présents sur site lors de la précédente visite.</p> <p>Lors de la visite, on constate qu'il n'y a plus de déchets et/ou produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol entreposés sur site.</p> <p>La mise en demeure sur ce point est considérée comme respectée et levée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

### N° 3 : Mesures conservatoires

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures Conservatoires du 07/08/2025, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Illégaux, Mesures conservatoires</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société TOLIX STEEL DESIGN SAS évacue dans un délai de 2 mois l'ensemble des déchets dangereux issus d'autres établissements et présents sur site et entreposés à titre de transit/regroupement.</p> <p>La société TOLIX STEEL DESIGN SAS est tenu de tenir à jour le registre des déchets prévu à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement. Celui-ci doit être tenu à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Le présent arrêté ne vaut pas autorisation d'exploiter et ne préjuge pas de la suite donnée à la demande de régularisation présentée dans le cadre du respect de la mise en demeure édictée à l'article 2 du présent arrêté préfectoral.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des déchets dangereux qui étaient présents sur site ont été évacués.</p> <p>Vu les bordereaux de suivi de déchets dangereux pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la grenaille usagée ;</li> <li>• les fines de grenailles ;</li> <li>• les poudres de peintures usagées ;</li> <li>• les GRV des eaux issues du traitement de surface ;</li> <li>• les boues issues de la cuve gasoil qui a été inertée.</li> </ul> <p>L'exploitant, par courriels du 11 septembre 2025 et du 5 novembre 2025, a transmis le registre des</p>

déchets sortants pour les deux sites exploités sur Autun. La mesure conservatoire est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Dossier de cessation d'activités**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2022, article R.512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, cessation d'activité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une déclaration de cessation d'activité par courrier du 12 septembre 2025.</li> <li>• une attestation de mise en sécurité (ATTES-SECUR), réalisée par l'APAVE, du 31 octobre 2025.</li> </ul> <p>La mise en sécurité n'appelle pas d'observations.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Attestation de mise en sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2022, article R.512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, cessation d'activité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une déclaration de cessation d'activité par courrier du 12 septembre 2025.</li> <li>• une attestation de mise en sécurité (ATTES-SECUR), réalisée par l'APAVE, du 31 octobre 2025</li> </ul> <p>La visite a permis de visiter le site et de constater que les éléments mis en exergue dans l'attestation de mise en sécurité n'appellent pas d'observations.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Demande de report de réhabilitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2022, article R.512-39-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, cessation d'activité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Aucune demande de report de la réhabilitation n'a été transmise. Lors de la visite, l'exploitant confirme ne pas solliciter de report.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Usage futur**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2023, article R.512-39-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, usage futur</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Lorsque l'exploitant initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.</p> <p>II.-Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu le courrier de Tolix en date du 31 octobre 2025 à la ville d'Autun proposant un usage futur de</p>



<p>type « industriel ». L'avis de réception par le service urbanisme de la commune d'Autun est daté du 3 novembre 2025.</p> <p>L'usage futur n'appelle pas d'observations.</p> <p>Le courrier proposant l'usage futur a toutefois été transmis tardivement et postérieurement à la notification de cessation d'activité, à l'ATTES-SECUR et à l'ATTES-MEMOIRE.</p> <p>Il apparaît judicieux de solliciter un retour rapide de la commune Autun pour sécuriser le choix de l'usage futur qui pourrait être contesté.</p> <p>Le propriétaire du terrain est la société Tolix.</p> <p>Le code de l'environnement impose à l'exploitant qu'il transmette également à l'EPCI en charge de l'urbanisme les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site. Cela ne semble pas le cas.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Solliciter une réponse écrite rapide de la ville d'Autun concernant l'usage futur de type "industriel" afin de lever le risque d'une contestation sur ce point. En effet, l'usage futur est une donnée de base pour la réalisation du mémoire de réhabilitation ;</li> <li>- Transmettre à la ville d'Autun les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 8 : Attestation mémoire

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2022, article R.512-39-3 §I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, cessation d'activité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L.211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.</p> <p>Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. [...]. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :</p> <p>1° Les objectifs de réhabilitation ;</p> <p>2° Un plan de gestion comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés [...];</li> <li>b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, [...];</li> </ul>

c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.

[...]

Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par l'exploitant. [...]

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer, dans son mémoire de réhabilitation, le maintien sur le site d'une ou de plusieurs zones de pollutions concentrées, lorsque sont réunies les conditions suivantes :

1° Le maintien sur le site ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L.211-1 ;

2° Le maintien sur le site inclut la coupure des voies de transfert des pollutions concentrées ;

3° Le bilan environnemental global du maintien sur le site des pollutions concentrées est plus favorable que celui de leur suppression ;

4° L'attestation « qui doit être produite avec le mémoire de réhabilitation prévu à l'antépénultième » alinéa du I confirme que les conditions fixées aux trois alinéas précédents sont remplies.

[...]

Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.

[...]

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs [...]. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.[...]

L'entreprise chargée de fournir l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation.

Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution des milieux et que l'exposition des populations sur le site ou à proximité de celui-ci ne peut être exclue, l'exploitant transmet une copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'agence régionale de santé concernée et en informe le préfet. [...]

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis une ATTES-MEMOIRE réalisée par le bureau d'études APAVE et datée du 31 octobre 2025.

Cette ATTES-MEMOIRE a été réalisée en prenant l'hypothèse d'un usage futur de type « industriel ».

Un diagnostic de sols a été réalisé et intégré à l'ATTES-MEMOIRE. Le secteur de la cuve fioul enterrée comprend des anomalies en hydrocarbures (HC et BTEX) avec des concentrations

maximales

- en HC C10-C40 de 2500 mg/kg ;
- en HC C5-C10 de 125 mg/kg ;
- en HAP16 de 21,8 mg/kg ;
- en BTEX de 0,38 mg/kg.

Ces anomalies se trouvent à des profondeurs comprises entre 2,7 et 4,5 m sous le niveau du sol. Compte-tenu des contraintes générées par la voie ferrée à proximité qui aurait nécessité des travaux sous talus SNCF avec restriction avant intervention, des concentrations en hydrocarbures qui restent modérées, d'une épaisseur importante des sols en place non impactée au-dessus des zones polluées, la solution proposée est la suivante :

- inertage de la cuve fioul enterrée ;
- transcription des impacts dans l'acte notarié ;
- proposition d'inscription de la parcelle comme SIS (secteur d'information sur les sols).

L'ensemble n'appelle pas d'observations.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Attestation travaux

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/08/2022, article R.512-39-3 §III

**Thème(s) :** Risques chroniques, cessation d'activité

**Prescription contrôlée :**

III. Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

La conformité des travaux s'apprécie au regard notamment des mesures de gestion prévues et des travaux réalisés, ainsi que des dispositions mentionnées au c du 2° du I, actualisées si nécessaire.

L'exploitant transmet cette attestation au préfet, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, ainsi qu'aux propriétaires des terrains. Il précise, le cas échéant, les dispositions actualisées mentionnées au c du 2° du I qu'il s'engage à mettre en œuvre et les éléments nécessaires à leur établissement.

L'entreprise chargée de fournir l'attestation prévue au précédent alinéa peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation défini au I ou qui a délivré l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site. Elle ne peut « pas » être la même que celle qui a réalisé tout ou partie des travaux.

Dans le cas où l'exploitant ne démontre pas que la pollution résiduelle du site, après mise en œuvre des mesures de gestion, permet de garantir la compatibilité du site avec les usages mentionnés aux 3° et 6° de l'article D. 556-1 A, il remet au préfet, en même temps que l'attestation prévue aux alinéas précédents, un projet de secteur d'information sur les sols au sens de l'article L. 125-6.

**Constats :**

L'exploitant a transmis le 5 novembre 2025 une ATTES-TRAVAUX réalisée par le bureau d'études APAVE et datée du 31 octobre 2025.

Conformément à l'article R.512-39-3 § VI, la cessation d'activité est réputée achevée dans le délai de deux mois à l'issue de la transmission de l'attestation.

**Type de suites proposées :** Sans suite